

## **Un objectif clair : supprimer l'armée**

Cette initiative met en danger notre système de milice qui a fait le succès de la Suisse non seulement au niveau militaire mais aussi politique et associatif. Au-delà de cette attaque en règle contre l'un des fondements de notre pays, l'initiative du Groupement pour une Suisse sans armée ne vise qu'un seul but, la fin non pas de l'obligation de servir, qui reste une simple étape, mais la suppression de notre institution de défense. Et dans ce sens, elle vise juste puisque supprimer l'obligation de servir, c'est tuer l'armée suisse. Mais c'est aussi tuer la protection civile et le service civil si utile aux institutions sociales (EMS, ...) et aux associations.

Pourquoi la fin de l'obligation de servir signifie la fin de l'armée ?

1. Au vu de notre population, il est illusoire de penser que l'armée pourra recruter suffisamment de volontaires pour assurer les prestations attendues. Des nations qui bénéficient d'un bassin de recrutement sans comparaison avec le nôtre peinent à obtenir suffisamment de volontaires.
2. Les prestations qui pourront être assurées, notamment en faveur des autorités civiles (réserve pour la police, aide en cas de catastrophe, appui aux autorités lors de conférences internationales, appui aux manifestations sportives, ...) baisseraient drastiquement impliquant d'une part un report de charges sur les cantons et d'autre part une perte de soutien populaire.
3. L'un des avantages principaux de la milice, de pouvoir compter sur des soldats mieux formés et qui ne vivent pas en vase clos dans leur univers, serait désormais perdu et affaiblirait notre institution militaire.
4. La limitation des effectifs accentuerait le phénomène, que l'on remarque déjà à faible échelle actuellement, de la germanisation de l'armée. En ne comptant que sur des volontaires, il deviendrait impossible d'assurer la formation militaire en français pour l'ensemble des fonctions (et ne parlons pas de l'italien...). Ceci mènerait à n'avoir que des alémaniques à des fonctions clés, affaiblissant ainsi légitimement le soutien populaire en Suisse romande et fragilisant l'unité nationale.

Notre armée reste le principal outil de la sécurité dans notre pays. Sans elle, la Suisse mettrait en péril ce niveau de sécurité si envié par de nombreux pays qui participe à l'attrait de notre belle Helvétie et à son succès.

Au final si le Groupement pour une Suisse sans armée était honnête, il poserait la vraie question qui se cache derrière cette initiative, celle de la suppression pure et simple de notre armée. Le Peuple suisse saura reconnaître ce coup fourré et dire un NON net et cinglant le 22 septembre prochain.

Afin de soutenir ce NON clair et net, je vous encourage à participer au débat organisé par le LLDC, le 28 août prochain à Grône.

Yannick Buttet

Conseiller national